

Source : <http://www.lalibre.be/actu/planete/rechauffement-climatique-la-delegation-americaine-est-venue-pour-empoisonner-les-debats-5b93a54fcd708f1e16686791>

Téléchargement 10 09 2018

Réchauffement climatique: la délégation américaine est venue pour "empoisonner" les débats

AFP Publié le 08 09 2018

Les Etats-Unis, malgré leur retrait de l'accord de Paris sur le changement climatique, continuent de saper les discussions internationales, ont dénoncé samedi à Bangkok des participants à la réunion préparatoire de la COP24. "Les Etats-Unis ne sont plus dans le jeu, mais c'est toujours eux qui imposent les règles", a critiqué un négociateur de premier plan, pointant du doigt une délégation américaine venue pour "empoisonner" les débats.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans un premier temps côté américain.

Selon ce responsable et d'autres sources ayant accepté de parler à l'AFP sous le couvert de l'anonymat, Washington cherche à empêcher un encadrement plus strict du financement du plan d'action global par les Etats qui les obligerait à une plus grande transparence.

L'accord de Paris prévoit en effet que les pays donnent le détail de leurs contributions, afin que la communauté internationale puisse s'assurer que les montants communiqués par les uns et les autres ne sont pas de simples effets d'annonce, incluant dans les faits des prêts ou des budgets déjà annoncés par le passé.

Selon ces mêmes sources, le Japon et l'Australie sont favorables à ce refus d'une plus grande transparence, qui mettrait les pays riches en face de leurs obligations, étant les plus gros pollueurs.

Lors de cette semaine de discussions à Bangkok, de nombreux délégués des pays pauvres ont dénoncé le manque de volonté des pays riches à faire avancer les choses.

"Les négociateurs américains à ces discussions ont entravé activement tout progrès à ce stade crucial", a critiqué Harjeet Singh, du groupe de protection de l'environnement ActionAid, interrogé par l'AFP.

A Bangkok, dans le cadre d'une journée d'action mondiale réclamant des avancées rapides sur le sujet, près de 200 manifestants se sont réunis devant le siège régional de l'Onu, où est organisée cette réunion de préparation du prochain sommet sur le climat, dit COP24, prévu en Pologne dans trois mois.

Les petits Etats insulaires participants ont de leur côté lancé un cri d'alarme, étant "en première ligne" du changement climatique, selon l'expression d'Amjad Abdulla, négociateur en chef pour l'Alliance des petits Etats insulaires (Alliance of Small Island States, AOSIS), qui regroupe une quarantaine de nations, des Maldives aux Bahamas.

Les quelque 190 États participants ont jusqu'à la fin de l'année et la 24e Conférence climat de l'Onu en décembre à Katowice pour finaliser les règles de mise en oeuvre du pacte de 2015, qui vise à contenir le réchauffement mondial sous les 2°C, voire 1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle.

Les tensions entre pays ont conduit à la paralysie cet été du Fonds vert pour le climat de l'Onu, déjà affecté par l'arrêt de la contribution des Etats-Unis décidé par Donald Trump. L'accord prévoit une aide annuelle de 100 milliards de dollars d'ici à 2020 pour les pays pauvres, qui reprochent aux pays riches de trop compter sur le secteur privé.

AFP